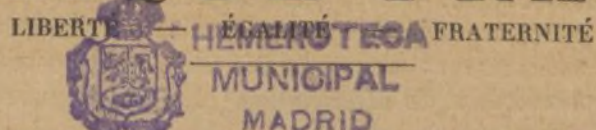


RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



BULLETIN MUNICIPAL OFFICIEL

DE LA VILLE DE PARIS

Paris et Départements : Un an, 20 fr. — 6 mois, 10 fr. — 3 mois, 5 fr. | Les abonnements sont reçus chez M. BOURBIER, 11, r. du Croissant, et partent des 1^{er} et 16 de chaque mois.

Toutes les communications doivent être adressées au Chef du Service du *Bulletin municipal officiel*, à l'Hôtel de Ville.
Pour les réclamations, changements d'adresse et renouvellements, joindre la dernière bande imprimée du journal.

SOMMAIRE DU 25 JUIN

PRÉFECTURE DE LA SEINE

Décret autorisant la société de l'Orphelinat des arts à accepter un legs.

Arrêté préfectoral classant diverses voies dans la voirie urbaine de Colombes et en fixant les alignements.

Arrêté préfectoral portant nomination dans le personnel de l'Administration centrale.

Statistique municipale (25^e semaine).

CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS

Délibérations du 19 juin 1896 (suite).

Compte rendu de la séance du 24 juin 1896 (voir le supplément).

Convocation de commissions.

Communications diverses.

Avis d'adjudications.

Demandes en autorisation de bâtir du 24 juin 1896.

PRÉFECTURE DE LA SEINE

Par décret, en date du 4 mars 1896, rendu sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'Intérieur :

La présidente du comité de la société de l'Orphelinat des arts, dont le siège est à Paris, œuvre reconnue comme établissement d'utilité publique par décret du 20 décembre 1882, est autorisée à accepter le legs gratuit fait à cette œuvre par Mlle Tronchon dite Aimée, suivant son testament olographe du 30 septembre 1887 et consistant dans la nue propriété de tous ses biens.

En vue de l'exécution du legs précité, la présidente du comité de la société de l'Orphelinat des arts est autorisée à traiter, au nom de l'œuvre, avec M. Ricardo-Diaz Albertini, collègue, conformément à la délibération du comité de l'Orphelinat des arts prise à la date du 27 juin 1895, dans les termes de la convention des 17 avril et 22 mai 1895 passée entre Mme Marie Laurent et M. Albertini.

Par arrêté préfectoral en date du 17 juin 1896, approuvant des projets présentés par la municipalité de Colombes, les rues Sartoris

prolongée, Tartarin, Binet, Berthe, de Chatou, Cugnet, Roussel, de Villiers, Thiers et des Alouettes sont classées au nombre des voies publiques urbaines de la commune de Colombes, et les alignements en sont fixés conformément aux dispositions indiquées par des lignes tracées à l'encre rouge et définies dans des procès-verbaux de points de repère inscrits sur les plans ci-dessus visés qui sont approuvés.

Par arrêté préfectoral, en date du 18 juin 1896, ayant effet du 24 du même mois :

M. Bouniols (Marie-Joseph-Gaston), docteur en droit, commis-rédacteur au ministère de l'Intérieur, a été nommé commis-rédacteur de 4^e classe au 1^{er} bureau du Cabinet du préfet, en remplacement de M. Humblot, en congé.

Statistique municipale.

Résumé de la 25^e semaine.

Le service de la Statistique municipale a compté pendant la dernière semaine 869 décès, au lieu de 844 pendant la semaine précédente et au lieu de 924, moyenne hebdomadaire des semaines de juin. La santé publique continue donc à être très favorable.

Les maladies épidémiques sont rares. La fièvre typhoïde n'a causé que 4 décès (la moyenne est 9). La rougeole, dont le maximum se trouve généralement en juin, n'a fait que 13 victimes (la moyenne est 32). La fréquence des cas de scarlatine diminue assez sensiblement (108 cas de maladie déclarés par les médecins au lieu de 120 pendant les deux précédentes semaines et 138 antérieurement). Quant au nombre de décès qu'a causés cette maladie, il n'a pas cessé d'être très faible. Il s'élève à 3 seulement pendant la semaine actuelle.

La coqueluche a causé 6 décès. La diphtérie seulement 7. La variole a causé 1 décès.

La diarrhée infantile (athrepsie, etc.) a causé 55 décès. Quoique ce chiffre soit au-dessous de la moyenne ordinaire de la saison (67), il doit attirer l'attention ; il est supérieur à celui de la semaine précédente (31). Il est en rapport avec la température élevée qui règne actuellement. Nous entrons dans la saison où l'alimentation des jeunes enfants doit être particulièrement surveillée.

En outre, 34 enfants sont morts de faiblesse congénitale.

Les maladies inflammatoires des organes

de la respiration ont causé 80 décès (au lieu de 76 pendant la semaine précédente et au lieu de 99, moyenne ordinaire de la saison). Ce chiffre se décompose ainsi qu'il suit : bronchite aiguë, 7 décès (au lieu de la moyenne 13) ; bronchite chronique, 14 décès (au lieu de la moyenne 21) ; broncho-pneumonie, 26 décès (au lieu de la moyenne 32) ; pneumonie, 33 décès (au lieu de la moyenne 33).

Les autres maladies de l'appareil respiratoire ont entraîné 37 décès, dont 18 sont dus à la congestion pulmonaire. En outre, 3 décès sont attribués à la grippe.

La phthisie pulmonaire a causé 156 décès au lieu de la moyenne 181 ; la méningite tuberculeuse, 24 décès ; la méningite simple, 34. Les tuberculoses autres que celles qui précèdent ont causé 32 décès ; l'apoplexie, la paralysie et le ramollissement cérébral, 45 décès, et les maladies organiques du cœur, 37.

Le cancer a fait périr 50 personnes.

Enfin, 31 vieillards sont morts de débilité sénile.

Il y a eu 11 suicides et 13 autres morts violentes.

On a célébré à Paris 497 mariages.

On a enregistré la naissance de 1,070 enfants vivants (550 garçons et 520 filles), dont 763 légitimes et 307 illégitimes. Parmi ces derniers, 42 ont été reconnus immédiatement.

On a déclaré la mise en nourrice de 330 enfants, dont 16 seront placés à Paris. Parmi ces enfants, 81 seront nourris au sein et 249 recevront une autre alimentation.

On a déclaré la naissance de 102 mort-nés, dont 59 légitimes et 43 illégitimes.

D^r JACQUES BERTILLON,

chef des travaux de la Statistique municipale de la ville de Paris.

CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS

Délibérations du 19 juin 1896. (Suite.)

1896. C. 494. — Concession perpétuelle au cimetière du Père-Lachaise pour la sépulture de M. Gérard (M. Grébaud, rapporteur).

Le Conseil,

Vu la proposition de M. Patenne et de plusieurs de ses collègues tendant à la concession

perpétuelle, à titre gratuit, d'un terrain au cimetière du Père Lachaise pour la sépulture de M. Gérard, ancien maire du 20^e arrondissement;

Sur les conclusions de sa 2^e Commission,

Délibère :

Article premier. — Une concession perpétuelle de 2 mètres est accordée à titre gratuit, au cimetière du Père-Lachaise, pour la sépulture de M. Gérard, ancien maire du 20^e arrondissement.

Art. 2. — La part revenant à l'Assistance publique dans le montant de ladite concession, soit 200 francs, sera imputée sur le crédit inscrit au chap. 9, art. 5, du budget de l'exercice 1896.

1896. C. 558. — *Ordre du jour sur une proposition de M. Brard* (M. Foussier, rapporteur).

M. Foussier expose que la 2^e Commission a été saisie d'une proposition de M. Brard demandant la construction de nouvelles bouveries à l'abattoir de La Villette.

M. Brard ayant satisfaction puisque l'adjudication des travaux qu'il réclame doit avoir lieu le mois prochain, la Commission propose de passer à l'ordre du jour.

L'ordre du jour est prononcé.

1896. C. 559. — *Renvoi à l'Administration d'une proposition de M. Brard relative au pavage des abattoirs de La Villette* (M. Foussier, rapporteur).

Est renvoyée à l'Administration, conformément aux conclusions pré-entées par M. Foussier, au nom de la 2^e Commission, une proposition par laquelle M. Brard demande la réfection du pavage de plusieurs voies aux abattoirs de La Villette.

1896. C. 560 et 561. — *Concession du parc de Montsouris les dimanches 21 juin et 5 juillet 1896 aux œuvres philanthropiques du quartier de la Salpêtrière et du quartier de la Gare* (M. Caron, rapporteur).

Le Conseil,

Vu les propositions de MM. Paul Bernard et Navarre tendant à concéder le parc de Montsouris le 21 juin aux œuvres philanthropiques du quartier de la Salpêtrière et le 5 juillet aux œuvres philanthropiques du quartier de la Gare ;

Sur le rapport de sa 3^e Commission,

Délibère :

Article premier. — La Société du patronage laïque du quartier de la Salpêtrière est autorisée à organiser à son profit le 21 juin 1896 une fête dans le parc de Montsouris.

Art. 2. — Les sociétés philanthropiques du quartier de la Gare sont autorisées à organiser à leur profit le 5 juillet 1896 une fête dans le parc de Montsouris.

Art. 3. — Les dégâts qui seront commis dans le parc seront payés par les sociétés.

1896. C. 616. — *Désignation des membres appelés à composer la Commission de surveillance et de contrôle de l'observatoire municipal de Montsouris* (M. Paul Viguié, rapporteur).

Le Conseil,

Vu la proposition de M. Paul Viguié, au nom de la 6^e Commission,

Délibère :

Sont désignés pour composer la Commission de surveillance et de contrôle de l'observatoire municipal de Montsouris :

M. Barrier, conseiller général.

MM. Paul Viguié, docteur Dubois, Froment-Meurice, Hervieu, Alfred Lamouroux, Berthaut, André Lefèvre, Ranson, Colly, Landrin, conseillers municipaux.

MM. Huet, Menant, Humblot, Boreux, Bechmann et le docteur A.-J. Martin, chefs de services municipaux.

1896. C. 617. — *Nomination de membres de la Commission de l'internat primaire* (M. Clairin, rapporteur).

M. Clairin, au nom de la 4^e Commission, propose de désigner pour faire partie de la Commission chargée de l'examen des demandes de bourses d'internat primaire et de bourses de la Caisse des pupilles :

MM. Blondel, Clairin, Faillet, Maroulan, Pipraud, Paul Strauss, Chausse, Archain, Alfred Moreau, Breuillé, Fournière, Alexis Muzet.

Ces conclusions sont adoptées.

1896. C. 618. — *Résolution relative au refus de concéder les parcs de Montsouris et des Buttes-Chaumont* (M. Caron, rapporteur).

Le Conseil

Délibère :

A partir de l'année 1897, les parcs de Montsouris et des Buttes-Chaumont ne seront plus concédés à quelque œuvre que ce soit et pour quelque cause que ce soit.

1896. C. 619. — *Allocation d'un secours à Mme veuve Geist* (M. Puech, rapporteur).

Le Conseil,

Vu la proposition de M. Puech et de plusieurs de ses collègues tendant à l'allocation d'un secours à Mme Geist, veuve d'un cantonnier du Service municipal,

Délibère :

Article premier. — Il est alloué à Mme Geist, veuve d'un cantonnier du Service municipal, demeurant rue du Temple, 101, un secours une fois payé de 200 francs.

Art. 2. — La dépense sera imputée sur le chap. 5, art. 38, du budget de l'exercice 1896.

1896. C. 620. — *Vœu relatif aux tombolas organisées à l'occasion de la Fête nationale* (M. Puech, rapporteur).

Le Conseil

Émet le vœu :

Que, sans violer les lois qui régissent la

matière, M. le préfet de Police continue pendant d'user de la plus large tolérance relativement aux tombolas émises à l'occasion de la fête nationale du 14 juillet.

1896. C. 621. — *Enquête sur les causes retard apporté à l'établissement de nouvelles lignes de tramways* (M. Champou, rapporteur).

Le Conseil

Délibère :

Les 1^{re} et 3^e Commissions sont invitées à procéder à une enquête sur les causes du retard apporté à l'établissement des nouvelles lignes de tramways.

1896. C. 622. — *Cession à la Société des anciens élèves de l'école de la place Duplex de matériel scolaire réformé* (M. nest Moreau, rapporteur).

Le Conseil,

Vu la demande présentée par la Société des anciens élèves de l'école de garçons de la place Duplex tendant à obtenir la cession à titre définitif d'objets réformés et existant au Magasin scolaire ;

Considérant le but très louable de la société et tout l'intérêt que le Conseil municipal porte aux sociétés de ce genre,

Délibère :

Est autorisée la cession à titre définitif à la Société des anciens élèves de l'école de la place Duplex de :

- 1^o 2 barres parallèles ;
- 2^o 2 trapèzes ;
- 3^o 2 échelles de corde ;
- 4^o 2 paires d'anneaux.

1896. C. 623. — *Avis favorable à on mandes de dispense du service militaire à titre de soutien de famille (classe de 1895)* (M. Alexis Muzet, rapporteur).

Le Conseil,

Vu la loi du 15 juillet 1889, art. 22 ;

Vu une liste supplémentaire de demandeurs formés par des jeunes gens des 4^e, 8^e, 14^e, 15^e, 18^e et 19^e arrondissements, et d'obtenir la dispense à titre de soutien de famille, ensemble les pièces produites à l'appui,

Délibère :

Il y a lieu de présenter avec avis favorable au Conseil de révision départemental, ceux susceptibles d'être admis par lui au bénéfice de l'art. 22 de la loi susvisée du 15 juillet 1889, les jeunes gens dont les noms suivent :

4^e arrondissement.

Classe 1895 :
Toupé.

8^e arrondissement.

Classe 1895 :
Tourecovu.

13^e arrondissement.

Classe 1895 :
Béreaux. — Buet. — Harault.

14^e arrondissement.

Classe 1895 :
Laucher.

N° 24

CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS

Compte rendu de la séance du
mercredi 24 juin 1896.

SOMMAIRE.

Observations sur le procès-verbal.
Observations sur la nomination des membres des conseils de surveillance des Ecoles professionnelles. — Renvoi à la 4^e Commission de propositions de MM. Bassinet et Dubois.
Nomination de la Commission des revendications financières.
Communication d'un arrêté d'annulation d'une délibération relative aux ouvriers porcelainiers de Limoges en chômage. — Adoption d'une proposition de M. André Lefèvre.
Maintien de la délibération du 8 juin 1896 portant allocation de secours aux familles des ouvriers porcelainiers de Limoges en chômage.
Ouverture d'un crédit de 20,000 francs pour exécution de travaux au cimetière parisien de Saint-Ouen.
Adjonction de deux membres à la commission de surveillance de l'observatoire municipal de Montsouris.
Cession gratuite à la commune d'Asnières d'un terrain nécessaire à l'élargissement du chemin des Cabœufs.
Allocation d'un secours de 200 francs à Mme veuve Toupet.
Renvoi à l'Administration d'une proposition de M. Vorbe et de trois pétitions.
Allocation de divers secours.
Renvoi à la 3^e Commission d'une proposition de M. Ranson tendant au déplacement de la statue de Raspail.
Assistance publique. — Avis favorable à l'aliénation d'une parcelle de terrain appartenant à l'administration de l'Assistance publique pour l'agrandissement du cimetière de Thiais.
Ouverture de crédit pour paiement d'honoraires d'avoué et d'avocat dus à propos des opérations des rues d'Alésia, Beaubourg, de la Convention et Réaumur.
Modification de l'itinéraire de l'omnibus Trocadéro—Gare de l'Est.
Renvoi à la Commission du travail d'une proposition de M. Puech et de plusieurs de ses collègues relative à une pétition de l'Union des syndicats du département de la Seine.
Secours d'études au jeune Foissy.
Décision relative à l'attribution pendant les vacances des bourses dans les lycées et collèges.
Ratification du placement des boursiers d'internat primaire. — Adoption d'une proposition de M. Sauton.
Autorisation à la fabrique de l'église de la Madeleine de contracter un emprunt.
Renvoi à la 3^e Commission d'une proposition

de M. Berthelot relative à la réforme du système d'arrosage.

Renvoi à l'Administration d'une pétition de M. Dadrinski.

Allocation d'une subvention de 2,500 francs au bureau de placement du 19^e arrondissement.

Renvoi à l'Administration d'un mémoire relatif à la mise aux enchères d'un terrain communal rue Jaucourt.

Question de M. Max Vincent à M. le préfet de Police sur l'accident de l'Opéra et les mesures à prendre dans les théâtres pour prévenir de semblables accidents.

Adoption d'une proposition de M. Grébaud tendant à une désignation nouvelle des membres du Conseil qui font partie des Commissions administratives. — Fixation à la prochaine séance du scrutin pour la désignation des membres du Conseil appelés à faire partie de la Commission supérieure des théâtres.

Nomination de deux conseillers appelés à compléter la Commission de l'exposition universelle de 1900.

Désignation des membres du Conseil appelés à faire partie de la Commission de vérification des comptes de la Compagnie générale des omnibus.

Renvoi à l'Administration avec avis favorable d'une pétition de M. Fommarty.

Renvoi à l'Administration de diverses propositions.

Renvoi à l'Administration de diverses pétitions.

Ordre du jour sur une proposition de M. Grébaud tendant au rejet d'une demande de l'Union Française de la jeunesse.

Ordre du jour sur une pétition de M. Roger.

Renvoi à la 1^{re} Commission et à la Commission du travail d'une proposition de M. Paul Brousse relative aux négociations engagées avec la Compagnie des omnibus.

Renvoi à la Commission du travail d'une proposition de M. Chausse tendant à l'allocation de secours aux familles victimes de la cessation du travail dans la maison Drouet.

Ordre du jour sur une pétition de M. Luy-Guano.

Renvoi à l'Administration avec avis favorable d'une pétition de MM. Lasneret et Lerédé.

Renvoi à la 6^e Commission d'une proposition relative à la suppression de la fumée dans les usines productrices de l'éclairage par l'électricité.

Ordre du jour sur une pétition de la Chambre syndicale des ouvriers égoutiers relative au cantonnier Renard.

Renvoi à l'Administration avec avis favorable d'une pétition de la Chambre syndicale des ouvriers égoutiers demandant la titularisation de l'égoutier Albi.

Ordre du jour sur une pétition de la Chambre syndicale des ouvriers égoutiers concernant le renvoi d'un ouvrier italien.

Ordre du jour sur une pétition de M. Simon del Pozzo.

Ordre du jour sur une pétition d'habitants du boulevard de la Contrescarpe.

Etablissement de nouvelles conduites d'eau dans le parc de Montsouris pour les services de chimie et de météorologie de l'Observatoire.

Renvoi à la 3^e Commission d'une proposition de M. Lamué tendant à l'attribution du nom de Poitevin à une rue de Paris.

Renvoi à la 3^e Commission d'une pétition de M. Rousselle.

Subvention à l'Association des sténo-dactylographes.

Ouverture d'un crédit de 140,000 francs pour secours aux familles nécessiteuses des dispensés.

Renvoi à l'Administration d'une pétition de conseillers prud'hommes ouvriers.

Cession d'objets mobiliers à M. Andra, syndic des courtiers d'assurances près la Bourse de Paris.

Amélioration de l'éclairage de la rue Saint-Didier.

Renvoi à la 2^e Commission d'une pétition de gardes de cimetières.

Renvoi à la 4^e Commission d'une proposition de M. Georges Girou tendant à l'allocation d'une subvention à la Caisse des écoles du 14^e arrondissement.

Question de M. Prache sur les interrogatoires que font subir aux accouchées, dans un intérêt purement statistique, les médecins de l'état civil.

Exonération de frais d'études en faveur du jeune Lanfranchi, élève au lycée Condorcet.

Propositions.

Pétitions.

Affaires diverses.

Fixation de l'ordre du jour et de la prochaine séance.

La séance est ouverte à trois heures quinze minutes, sous la présidence de **M. Landrin**, vice-président.

MM. Breuillé, Adolphe Chérix, Rebeillard et Ranson, secrétaires.

Observations sur le procès-verbal.

M. Rebeillard, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la séance du vendredi 19 juin 1896.

M. Paul Viguer. — Messieurs, à la page 1660 du « Bulletin municipal », une double omission, purement typographique, s'est produite; il importe de la rectifier sans retard.

Aux noms des fonctionnaires, étrangers aux deux conseils, qui vous ont été présentés par votre 6^e Commission et désignés par le Conseil pour faire partie de la Commission de surveillance et de contrôle de l'observatoire municipal de Montsouris, il faut ajouter ceux de MM. Mascart, directeur du service central météorologique et Leroux, directeur des Affaires départementales, qui, d'ailleurs, l'un et l'autre, faisaient précédemment partie de la Commission.

M. le Président. — Cette omission du compte rendu sera réparée au procès-verbal définitif.

M. Arsène Lopin. — A la dernière séance j'ai écrit pour remercier mes amis qui m'avaient donné leurs voix comme membre de la Commission municipale de l'Exposition et je leur ai demandé de reporter leurs suffrages sur mes collègues désireux d'en faire partie.

Etant déjà membre de la Commission supérieure de l'Exposition universelle de 1900, je me réserve pour ce mandat important.

Sous le bénéfice de ces observations, le procès-verbal est adopté.

N° 24

Observations sur la nomination des membres des conseils de surveillance des écoles professionnelles. — Renvoi à la 4^e Commission de propositions de MM. Bassinet et Dubois.

M. Bassinet. — Messieurs, au nom de la 4^e Commission, notre collègue M. Clairin a fait voter à la dernière séance la composition des conseils de surveillance des écoles professionnelles.

Je viens protester contre la décision de la 4^e Commission et demander au Conseil de lui renvoyer à nouveau l'examen de la liste des membres devant composer le Conseil de surveillance de l'école de filles 20, rue Fondary.

En effet, Messieurs, ni mon collègue M. Blachette, secrétaire depuis quatre ans de ce Conseil de surveillance, ni moi-même qui ai l'honneur de la présider depuis neuf ans, n'avons été consultés sur la composition de cette liste.

Si on nous avait consultés, nous n'aurions pas manqué de vous demander le maintien sur la liste de nos collègues étrangers au Conseil municipal, parce que nous savons avec quel zèle de tous les jours, avec quel dévouement sans cesse en éveil, ils ont surveillé les études techniques de nos enfants et qu'ils ont apporté tous leurs soins à la surveillance des ateliers de notre école.

Nous considérons, en outre, que l'avenir de nos écoles professionnelles dépend surtout du concours de ces citoyens dévoués ayant des aptitudes spéciales dans les différentes professions enseignées dans cette école.

Pour mon compte, connaissant par expérience les difficultés qu'il y a pour diriger utilement ces études, je ne saurais accepter de faire partie de cette Commission si elle ne devait plus comprendre ces professionnels dévoués et intelligents.

Je profite de ma présence à la tribune pour adresser, au nom de mon collègue M. Blachette et au mien, à tous nos collègues du l'école professionnelle de la rue Fondary l'expression de tous nos remerciements pour leur concours éclairé et désintéressé.

M. Blachette. — J'appuie la proposition de M. Bassinet; on a omis de nous consulter.

M. Bassinet. — Nous croyons nécessaire d'introduire dans les conseils de surveillance de nos écoles professionnelles des personnes ayant des aptitudes spéciales et possédant, dans leur industrie, une notoriété suffisante.

M. Marsoulan. — La 4^e Commission a voulu que, dans les conseils de surveillance, les représentants du Conseil municipal fussent toujours en majorité.

M. Bassinet. — Parmi les quinze membres du conseil de surveillance de l'école de la rue Fondary, il n'y avait que deux membres du Conseil municipal, et jamais l'ombre d'une difficulté ne s'est produite.

M. Blachette. — J'appuie les observations de mon collègue Bassinet et je ferai remarquer au Conseil que Mme Lamouroux, vice-présidente depuis six ans du conseil de surveillance de l'école de la rue Fondary, a été rayée de la liste sur laquelle vous avez eu à vous prononcer à la dernière séance.

M. Levraud, président de la 4^e Commission. — Les dernières paroles de M. Bassinet appellent une rectification.

Si à l'école de la rue Fondary tout s'est tou-

jours bien passé, il n'en a pas été de même partout. L'attention de la 4^e Commission a été attirée sur ce point et pour y remédier nous avons tenu à assurer aux conseillers municipaux la majorité dans les commissions de surveillance et à réagir contre la tendance d'appeler trop d'étrangers dans ces commissions.

Qui en effet est responsable, à qui s'adresse-t-on en cas d'incidents dans les écoles? Ce n'est pas aux commissions de surveillance, c'est à la 4^e Commission du Conseil municipal, c'est au Conseil municipal lui-même, à qui on reproche alors sa tendance fâcheuse de livrer à des étrangers la direction de ses écoles.

Loin de moi la pensée de pousser ce principe à l'extrême et d'exclure absolument les étrangers susceptibles de rendre service à nos écoles et par conséquent à leurs élèves, mais je le répète, ce que nous avons voulu, c'est assurer aux conseillers municipaux une influence prépondérante.

M. Bassinet. — Je tiens à déclarer qu'il n'est jamais entré dans mon esprit de diminuer l'autorité de la 4^e Commission vis-à-vis des conseils de surveillance.

M. Levraud. — Il ne s'agit pas de la 4^e Commission.

M. Bassinet. — Pas une modification dans le régime de l'école de la rue Fondary n'a été réalisée sans l'approbation de la 4^e Commission.

J'insiste pour que nous soyons consultés sur la composition des conseils de surveillance, et c'est pourquoi je prie la 4^e Commission de retirer sa délibération.

M. Dubois. — J'ai à signaler une omission qui ne peut résulter que d'une erreur matérielle.

J'ai remis à M. le rapporteur Clairin la liste des anciens membres de la Commission de surveillance de l'école professionnelle de jeunes filles de la rue de la Tombe-Issoire. Or j'ai lu au « Bulletin » des noms de membres démissionnaires et je n'ai pas trouvé ceux de M. Chauvet, secrétaire de la Commission pendant 6 ans, de M. Cloué, membre de la Commission également depuis l'origine de l'école, et de Mme Clémence Royer dont le nom seul est un honneur pour l'école.

Je prie la 4^e Commission de vouloir bien faire la rectification que je sollicite.

M. Blachette. — Je suis porté comme membre de la Commission de l'école Turgot. Mes occupations ne me permettant pas de faire partie de plusieurs commissions de surveillance, je déclare ne pas accepter cette nomination à des fonctions que je n'ai pas sollicitées.

Les propositions de MM. Dubois et Bassinet sont renvoyées à la 4^e Commission.

Nomination de la Commission des revendications financières.

M. le Président. — Les six Commissions permanentes ont désigné pour faire partie de la Commission des revendications financières:

- 1^{re} Commission. — MM. Charles Bos, Leroche.
- 2^e Commission. — MM. Alpy, Despatys.
- 3^e Commission. — MM. Caron, Thuillier.
- 4^e Commission. — MM. Levraud, Blondel.
- 5^e Commission. — MM. Paul Strauss, Narvarre.

6^e Commission. — MM. Ambroise Rendu, Paul Viguier.

Je prie la Commission de se réunir le plus tôt possible afin de se constituer.

Communication d'un décret d'annulation d'une délibération relative aux ouvriers porcelainiers de Limoges en chômage. — Adoption d'une proposition de M. André Lefèvre.

M. le Préfet de la Seine. — Messieurs, j'ai l'honneur de donner communication au Conseil du décret suivant annulant la délibération du 8 juin, par laquelle il a alloué une somme de 10,000 francs aux familles des ouvriers porcelainiers de Limoges en chômage.

« Le président de la République française »
« Sur la proposition du ministre de l'Intérieur »

« Vu la délibération, en date du 8 juin 1896, par laquelle le Conseil municipal de Paris a décidé qu'une somme de 10,000 francs sera mise à la disposition du maire de Limoges pour être répartie entre les familles des ouvriers porcelainiers en chômage ;

« Vu les lois des 18 juillet 1837, 24 juillet 1867 et 14 avril 1871 ;

« Considérant que cette délibération constitue une intervention dans un conflit d'intérêts privés; qu'elle porte, dès lors, sur un objet étranger aux attributions légales du Conseil municipal de Paris et tombe sous l'application de l'art. 14 de la loi du 14 avril 1871,

« Décrète :

« Article premier. — Est déclarée nulle et de nul effet la délibération susvisée prise par le Conseil municipal de Paris dans sa séance du 8 juin 1896.

« Art. 2. — Le ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 19 juin 1896.

« Signé : Félix FAURE.

« Par le président de la République :

« Le ministre de l'Intérieur,

« Signé : Louis Barthou.

M. Lampué. — Nous connaissons la formule.

M. le Président. — Acte est donné à M. le préfet de la Seine de sa communication.

M. André Lefèvre. — Messieurs, au nom d'un grand nombre de mes amis et au mien je viens protester contre ce décret qui, sans motifs sérieux, brise notre délibération par cette seule raison que c'est le bon plaisir de M. le ministre de l'Intérieur.

M. le Préfet de la Seine. — Pardon ! le décret est motivé.

M. André Lefèvre. — Pas sérieusement ! Il suffit de rechercher jusqu'en 1890 les subventions allouées aux familles d'ouvriers victimes de chômage pour voir des ministères aussi modérés que celui-ci....

M. Puech. — Mais pas réactionnaires.

M. André Lefèvre. — ... mais cependant encore républicains autoriser le paiement de sommes importantes. Telle a été notamment la conduite de MM. Dupuy, lors de son premier ministère, et Ribot. Pour trouver une conduite pareille à celle d'aujourd'hui il faut remonter à 1887, au ministre Rouvier, ce sujet Mackau, digne prédécesseur du ministre Mackau-Méline que nous subissons aujourd'hui.

Nous avons donc le droit de prétendre que cette annulation est une provocation brutale. Ce qui

Rendu envers la ville de Paris et un gage donné à certains amis du Gouvernement, adversaires déterminés des libertés municipales et des travailleurs.

Ceci n'est d'ailleurs pas un fait isolé.

Il y a quelques jours, à Marseille, un préfet commettait le crime de dire que les communes n'étaient plus soumises au régime du bon plaisir et jouissaient de certaines libertés. La punition ne s'est pas fait attendre : on l'a révoqué quarante-huit heures après.

Nous avons bien le droit, n'en déplaise à M. le Préfet, de retenir cet état d'esprit et de lui rattacher la mesure dont nos délibérations sont l'objet.

N'oublions pas d'ailleurs que la décision a été prise dans ce même conseil des ministres où on a décidé de traduire un évêque devant le Conseil d'Etat. Le Ministère a voulu se faire pardonner par la droite la liberté grande dont il usait envers M. Sonnois.

C'est une manière de faire que nous ne pouvons laisser passer sans protester et sans la signaler à tous les républicains.

Comme sanction à ces courtes observations, j'ai l'honneur de déposer la proposition suivante :

« Le Conseil,

Après avoir entendu lecture du décret annulant la délibération par laquelle il avait voté un secours de 10,000 francs pour les familles des ouvriers de Limoges réduits au chômage,

Proteste énergiquement contre l'acte arbitraire dont il est l'objet et des travailleurs nécessaires sont victimes et signale à l'attention de tous les républicains l'attitude du Ministère qui n'hésite pas à faire litière des libertés communales pour donner des gages aux ennemis de la République.

Signé : André Lefèvre, Grébauval, Colly, Landrin, Berthaut, Puech, Ranson, John Labusquière, Louis Lucipia, Alfred Moreau, Archain, Breuillé, Daniel, Charles Bos, Blondel, Piperaud, Adrien Veber, Charles Gras, Berthelot, Dubois, Fournière, Georges Girou, Paul Brousse, Marsoulan, Navarre, Ernest Moreau, Lampué, Chausse, Blondeau, Faillet, Fourest. »

M. le Préfet de la Seine. — Je tiens à formuler une protestation contre les appréciations de M. André Lefèvre sur les mobiles qui ont inspiré le Gouvernement.

Je n'ai pas la prétention d'empêcher M. André Lefèvre de penser que le Gouvernement aurait pu apprécier différemment la suite à donner à votre délibération ; c'est chose qui le regarde. Mais, j'ai le devoir de le constater, c'est de jurisprudence constante pour tous les ministères, comme en fait foi au surplus une circulaire de 1894, qu'on ne saurait tolérer une intervention étrangère dans les conflits entre patrons et ouvriers.

Je ne saurais davantage laisser dire sans protester énergiquement que le Gouvernement est déterminé par d'autres motifs que le respect de la liberté du travail.

M. André Lefèvre. — M. le Préfet vient de parler de procédure constante. Or, j'ai vu il faut le dire la liste des délibérations prises par le sujet pendant les cinq dernières années. Depuis six ou sept années, il y a eu cinq ou six fois plus de subventions payées que de subventions annulées. Il n'y a donc pas de procédure constante.

Ce qui seul est constant, c'est la forme ad-

mise pour qu'une délibération de ce genre ne soit pas annulée.

Il y a là un ensemble de règles qui ne sont édictées nulle part, à ma connaissance du moins, mais qui se sont établies par la pratique.

Il faut « que la subvention soit versée entre les mains des autorités municipales... »

La délibération annulée prévoyait le versement entre les mains du maire de Limoges.

Il est admis, en outre, qu'elle doit être destinée aux familles des ouvriers.

Cette deuxième condition était encore remplie par la délibération sur laquelle nous discutons en ce moment.

En outre, il a été arbitrairement posé comme règle, par les différents ministères, que la subvention ne devait être versée qu'après la cessation de la grève. Mais alors, pourquoi annuler immédiatement notre délibération ? Si M. Barthou n'avait tenu à nous provoquer en face et à faire acte d'autorité, il aurait adopté la théorie ingénieuse de M. Poubelle, qui disait : « La délibération n'est pas annulée ; elle n'est pas approuvée, tout simplement ».

M. Barthou n'a pas voulu laisser de porte ouverte, par crainte, sans doute, qu'un autre ministre ne vint, après lui, approuver cette délibération qu'il aurait laissée sans suite. C'est ainsi que M. Bourgeois avait approuvé la subvention de 10,000 francs aux grévistes de Carmaux.

J'ajoute que, peut-être, M. Barthou, a été hanté par une préoccupation : les grèves, par le temps qui court, durent souvent plus longtemps que les ministères, et, sans doute, il a craint que son successeur ne distribuât bientôt, nous l'espérons, les fonds que nous avons votés. (Rires.)

M. le Président. — Je mets aux voix l'ordre du jour présenté par M. André Lefèvre.

Il y a une demande de scrutin.

M. le Préfet de la Seine. — Je n'ai pas besoin de dire que je fais les plus expresses réserves au sujet du vote qui est demandé au Conseil.

Le scrutin auquel il a été procédé sur la proposition de M. André Lefèvre donne les résultats suivants :

Nombre de votants ...	58
Majorité absolue.....	30
Pour	42
Contre.....	16

Le Conseil a adopté la proposition de M. André Lefèvre.

Ont voté pour :

MM. Archain, Astier, Bassinet, Berthaut, Berthelot, Blondeau, Blondel, Charles Bos, Brard, Breuillé, Paul Brousse, Champoudry, Chausse, Adolphe Chérioux, Colly, Daniel, Faillet, Fourest, Fournière, Foussier, Georges Girou, Charles Gras, Grébauval, John Labusquière, Lampué, Landrin, André Lefèvre, Levraud, Louis Lucipia, Marsoulan, Alfred Moreau, Ernest Moreau, Navarre, Opportun, Piperaud, Puech, Ranson, Rebeillard, Rouselle, Adrien Veber, Paul Viguière, Vorbe.

Ont voté contre :

MM. Alpy, Caplain, Chassaigne Goyon, Cornet, Despatys, Paul Escudier, Gay, Edmond Gibert, Roger Lambelin, Lerolle, Prache, Quentin-Bauchart, Ambroise Rendu, Riant, Georges Villain, Max Vincent.

Excusés :

MM. Caron, Deville, Patenne, Ruel.

N'ont pas pris part au vote :

MM. Pierre Baudin, Bellan, Paul Bernard, Blachette, Bompard, Clairin, Dubois, Froment-Meurice, Hattat, Hervieu, Alfred Lamouroux, Le Breton, Arsène Lopin, Alexis Muzet, Parisse, Sauton, Paul Strauss, Thuillier.

Maintien de la délibération du 8 juin 1896 portant allocation de secours aux familles des ouvriers porcelainiers de Limoges en chômage.

M. André Lefèvre. — Je dépose la proposition suivante tendant à rétablir le crédit qui vient d'être annulé par décret :

« Le Conseil,

Reprenant sa délibération du 8 juin 1896,

Délibère :

« Une somme de 10,000 francs prélevée sur la réserve sera mise à la disposition du maire de Limoges pour être distribuée aux familles des ouvriers porcelainiers en chômage.

« Signé : André Lefèvre. »

M. Paul Escudier (ironiquement). — Ne pourrait-on augmenter la somme ?

M. Fournière. — C'est ce que nous ferons si la misère des familles augmente.

La proposition de M. André Lefèvre, mise aux voix, est adoptée.

M. le Préfet de la Seine. — Je ne puis que renouveler mes réserves au sujet du vote qui vient d'être émis.

Ouverture d'un crédit de 20,000 francs pour exécution de travaux au cimetière de l'Est et au cimetière parisien de Saint-Ouen.

M. Grébauval, au nom de la 2^e Commission. — Nous vous proposons d'autoriser l'emploi du crédit de 20,000 francs, inscrit au budget, pour travaux d'ingénieurs dans les cimetières, à des réparations aux chaussées du cimetière de l'Est et à des plantations à celui de Saint-Ouen.

Adopté (1896 ; 1259).

Adjonction de deux membres à la Commission de surveillance de l'Observatoire municipal de Montsouris.

M. Paul Viguière, au nom de la 6^e Commission. — Messieurs, à la suite de la désignation que vous avez faite des membres appelés à faire partie de la Commission de surveillance et de contrôle de l'Observatoire municipal de Montsouris, commission qui comprend des membres empruntés au Conseil municipal de Paris et au Conseil général de la Seine, en même temps qu'un certain nombre de fonctionnaires chargés de la direction de nos services techniques, certains collègues ont exprimé le regret de ne pouvoir prendre part aux travaux de cette Commission, et le désir de voir augmenter le nombre des membres qui la composent.

Votre 6^e Commission a examiné cette situation, et m'a chargé de vous rapporter les conclusions suivantes :

1^o Le nombre des membres de la Commission serait augmenté de deux ; et, en cas d'adoption, M. Eugène Parisse, membre du Conseil municipal, et M. Ferrand, membre du

Conseil général, vous seraient présentés pour faire partie de la Commission.

Ces conclusions sont adoptées.

Cession gratuite à la commune d'Asnières d'un terrain nécessaire à l'élargissement du chemin des Cabœufs.

M. Paul Viguier. — La commune d'Asnières désire élargir le chemin dit des Cabœufs, conformément au plan d'alignement approuvé par arrêté du 26 août 1890, et portant à dix mètres la largeur de cette voie, et, à ces fins, elle demande la cession gratuite, par la ville de Paris, d'une bande de terrain d'une superficie de 916 m. 62 c., faisant partie de notre domaine municipal d'Asnières, créé en vue des premiers essais de culture à l'eau d'égout.

Les parcelles composant ladite bande seraient à retrancher des terrains loués à des particuliers pour y pratiquer ce genre de culture, et le tableau annexé au rapport des ingénieurs évalue à 52 francs par an la diminution qui pourrait en résulter pour l'ensemble des baux consentis par la Ville.

La diminution est donc minime et serait largement compensée par la mise en valeur des terrains en bordure; elle aurait d'ailleurs pour conséquence, de faciliter l'accès du jardin modèle où la Ville procède à des expériences directes qui démontrent au public à la fois l'utilité pratique et l'innocuité de la culture à l'eau d'égout.

Votre 6^e Commission, pour vous proposer la cession gratuite de la bande de terrain dont il s'agit et l'exécution aux frais de la Ville des bordures des trottoirs et des caniveaux pavés sur la longueur de façade des terrains lui appartenant, a surtout été déterminé par le désir de reconnaître le cordial et intelligent concours que la municipalité d'Asnières a toujours apporté à la municipalité de Paris en vue de faciliter l'assainissement général.

Votre 6^e Commission vous propose d'adopter une délibération en ce sens.

Le projet de délibération est adopté (1896; 1330).

Allocation d'un secours de 200 francs à Mme veuve Toupet.

M. Opportun, au nom de la 2^e Commission. — Nous avons été saisis d'une proposition de M. Vorbe tendant à l'allocation d'un secours à Mme veuve Toupet, dont l'un des fils, égoutier au service de la ville de Paris, est décédé récemment.

Nous vous proposons d'accorder à Mme veuve Toupet un secours une fois payé de 200 francs.

Adopté (1896; C. 557).

Renvoi à l'Administration d'une proposition de M. Vorbe et de trois pétitions.

M. Opportun, au nom de la 2^e Commission. — Je vous demande de vouloir bien renvoyer à l'Administration :

1^o Une proposition de M. Vorbe tendant à l'allocation d'un secours à Mme Bock, veuve d'un égoutier (1896; C. 625);

2^o Les pétitions suivantes :

De Mme Denecheau, veuve d'un ancien con-

tre-maître de l'usine des Halles, sollicitant une allocation annuelle et viagère (1896; P. 1113).

De M. Quénard, ancien homme de peine à la préfecture de la Seine, sollicitant un secours (1896; P. 1249).

De Mme Tétart sollicitant un secours en faveur de son mari, sculpteur, blessé pendant les travaux de l'Hôtel de Ville (1896; P. 1346).

Le renvoi à l'Administration est prononcé.

Allocation de divers secours.

M. Opportun, au nom de la 2^e Commission. — Je vous prie de vouloir bien accorder les secours suivants :

1^o De 500 francs à M. Frankoual, ex-surveillant au service technique des Eaux.

2^o De 300 francs à Mme Delaond, veuve d'un sergent du régiment des sapeurs-pompiers.

3^o Un secours de maladie de 500 francs à M. Rolland, commis-expéditionnaire à la préfecture de la Seine.

Ces conclusions sont adoptées (1896; P. 1114, P. 1115, P. 1225).

Renvoi à la 3^e Commission d'une proposition de M. Ranson tendant au déplacement de la statue de Raspail.

M. Ranson. — Messieurs, on a plusieurs fois agité ici même la question du déplacement de la statue de Raspail, dont le maintien à son emplacement actuel présente des inconvénients pour la circulation.

Or, il existe à quelques pas de là à l'intersection du même boulevard Raspail, sur la place Denfert-Rochereau, un nouveau square dont la disposition se prêterait à merveille à l'installation du monument qu'il s'agit de déplacer.

En conséquence, j'ai l'honneur de déposer sur votre bureau la proposition suivante :

« Le Conseil

« Délibère :

« La statue de Raspail, actuellement boulevard Raspail, sera transférée dans le nouveau square de la place Denfert-Rochereau. »

« Signé : A. Ranson. »

Je demande l'urgence sur cette proposition.

M. Caplain. — Une proposition tendant au déplacement de la statue a déjà été faite.

M. Bassinet, président de la 3^e Commission. — Messieurs, votre 3^e Commission a été saisie hier d'un mémoire préfectoral, qui conclut au transfert de la statue de Raspail.

M. le Directeur administratif des travaux. — L'emplacement proposé par l'Administration n'est pas le même que celui indiqué par M. Ranson.

M. Bassinet. — La Commission s'est prononcée dans le même sens que l'Administration, mais, comme la proposition de M. Ranson indique un emplacement nouveau, je demande le renvoi à la 3^e Commission, et l'ajournement de toute délibération, à cause de la modification probable des dépenses.

M. le Directeur administratif des travaux. — La dépense sera sensiblement égale, quel que soit le lieu où la statue sera érigée.

La proposition de M. Ranson est renvoyée à la 3^e Commission.

Assistance publique. — Avis favorable à l'aliénation d'une parcelle de terrain appartenant à l'Administration de l'Assistance publique pour l'agrandissement du cimetière de Thiais.

M. Louis Lucipia, au nom de la 5^e Commission. — M. le préfet de la Seine vous demande d'autoriser M. le directeur de l'Assistance publique à céder à la commune de Thiais, au prix de 2 francs par mètre et à charge par elle de payer aux fermiers toutes indemnités auxquelles ils pourraient avoir droit, une parcelle de terrain d'environ 644 mètres, situé sur cette commune et nécessaire à l'agrandissement de son cimetière.

Le Conseil de surveillance a émis un avis favorable à la réalisation de cette aliénation.

Nous vous demandons d'émettre aussi un avis favorable dans les conditions indiquées. En conséquence, nous vous proposons le projet de délibération qui suit :

« Le Conseil,

« Vu le mémoire par lequel M. le préfet de la Seine lui soumet une proposition de M. le directeur de l'Assistance publique tendant à obtenir pour cette administration l'autorisation de céder à la commune de Thiais une parcelle de terrain d'environ 644 mètres nécessaire à l'agrandissement de son cimetière;

« Vu le plan des terrains;

« Vu l'avis du conseil de surveillance de l'Assistance publique du 16 avril 1896, ensemble les autres pièces du dossier;

« Sur le rapport de M. Louis Lucipia, au nom de la 5^e Commission,

« Est d'avis :

« Qu'il y a lieu d'autoriser l'Administration de l'Assistance publique :

« 1^o A céder à l'amiable à la commune de Thiais, au prix de deux francs le mètre et à charge par elle de payer aux fermiers toutes indemnités qui pourraient leur être dues une parcelle de terrain d'environ 644 mètres, nécessaire à l'agrandissement du cimetière communal, à prendre dans une plus grande pièce située sur cette commune et portant les n^{os} 31 et 36 de la section et du cadastre;

« A employer le produit de cette aliénation à l'acquisition d'une rente 3 % »

Ce projet de délibération est adopté (1896; 966).

Ouverture de crédits pour paiement d'honoraires d'avoué et d'avocat, dus à propos des opérations des rues d'Alésia, Beaubourg, de la Convention et Réaumur.

M. Astier, au nom de la 1^{re} Commission. — Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre deux projets de délibération tendant à allouer des honoraires aux avocat et avoué qui ont assisté la ville de Paris à l'occasion des expropriations :

1^o De la rue Beaubourg, de la rue de la Convention et de la rue Réaumur (crédit de 28,000 francs);

2^o De la rue d'Alésia (crédit de 12,000 fr.). La Commission vous propose des conclusions conformes.

Adopté (1896, 911 et 912).

15^e arrondissement.

Classe 1895 :
Rousseau.

18^e arrondissement.

Classe 1895 :
Dufrène. — Ameilhaud. — Dubreuil.

19^e arrondissement.

Classe 1895 :
Dupont.

1896. C. 626. — Désignation des membres de la Commission consultative de la Bourse du travail (M. Navarre, rapporteur).

Sur la proposition de M. Navarre, le Conseil désigne comme membres de la Commission consultative de la Bourse du travail MM. Champoudry, Berthelot, Fourrest, Alfred Moreau, Georges Girou et Puech.

1894. P. 940. — Ordre du jour sur une pétition de M. Féraud (M. Ambroise Rendu, rapporteur).

M. Ambroise Rendu explique que la 6^e Commission a été saisie d'une pétition par laquelle M. Féraud soumet un procédé de désinfection des fosses d'aisances et des égouts qui, d'après lui, remplacerait avantageusement le tout à l'égout.

Depuis 1894, l'Administration, qui a convoqué M. Féraud pour lui demander des renseignements sur le procédé en question, attend toujours une réponse à cette convocation.

Dans ces conditions, la Commission propose de passer à l'ordre du jour.

L'ordre du jour est prononcé.

1895. P. 2351 et 2475. — Ordre du jour sur deux pétitions de Mme veuve Perrier (M. Colly, rapporteur).

M. Colly expose que la 6^e Commission a été saisie de deux pétitions successives de Mme veuve Perrier, nièce de M. de Pindray, inventeur d'un système de foyer fumivore expérimenté sans succès à l'usine municipale de Ménilmontant.

Mme veuve Perrier a sollicité d'abord une indemnité, puis un secours.

Ces demandes n'étant pas justifiées, la Commission propose de passer à l'ordre du jour.

L'ordre du jour est prononcé.

1896. P. 236. — Allocation d'un secours à Mme veuve Garnier (M. Opportun, rapporteur).

Le Conseil,

Vu la pétition par laquelle Mme veuve Garnier, mère d'un officier au régiment de sapeurs-pompiers, décédé, sollicite l'allocation d'un secours;

Sur les conclusions de sa 2^e Commission,

Délibère :

Article premier. — Il est alloué à Mme veuve Garnier, mère d'un officier au régiment de sapeurs-pompiers, décédé, demeurant place Jean-Marcelin, 7, à Gap (Hautes-Alpes), un secours une fois payé de 400 francs.

Art. 2. — La dépense sera imputée sur les fonds libres du budget communal de la préfecture de Police pour l'exercice 1896.

1896. P. 452. — Ordre du jour sur une pétition de M. Lefebvre-Dessaux (M. Despatys, rapporteur).

M. Despatys expose que la 2^e Commission a été saisie d'une pétition par laquelle M. Lefebvre-Dessaux, employé à la préfecture de la Seine, sollicite la remise de la retenue qu'il a subie pendant son congé de maladie.

Le règlement s'opposant formellement à ce que cette demande soit accueillie et M. Lefebvre-Dessaux ayant déjà obtenu tout récemment un secours du Conseil, la Commission propose de passer à l'ordre du jour.

L'ordre du jour est prononcé.

1896. P. 594. — Ordre du jour sur une pétition de Mme veuve Clément (M. Blondel, rapporteur).

M. Blondel expose que la 4^e Commission a été saisie d'une pétition de Mme veuve Clément demandant l'allocation d'une bourse entière en faveur de son fils, titulaire de trois quarts de bourse communale d'interne au lycée Henri-IV.

Le jeune Clément ne remplissant pas les conditions exigées pour obtenir une bourse entière, la Commission propose de passer à l'ordre du jour.

L'ordre du jour est prononcé.

1896. P. 685, P. 459. — Ordre du jour sur les pétitions de M. Hinard et de M. Paoli (M. Blondel, rapporteur).

M. Blondel expose que la 4^e Commission a été saisie des pétitions suivantes :

1^o De M. Hinard, instituteur en retraite, sollicitant l'allocation accordée aux instituteurs ayant 25 ans de services (1896 ; P. 685);

2^o De M. Paoli, instituteur en retraite, sollicitant un supplément de pension (1896 ; P. 459).

MM. Hinard et Paoli n'ont pas l'âge nécessaire pour obtenir satisfaction.

En conséquence, la Commission propose de passer à l'ordre du jour.

L'ordre du jour est prononcé.

1896. P. 687. — Renvoi à l'Administration, avec avis favorable, d'une pétition de M. Davout (M. Colly, rapporteur).

M. Colly expose que la 6^e Commission a été saisie d'une pétition par laquelle M. Davout, surveillant auxiliaire licencié, sollicite une indemnité.

La Commission propose de renvoyer cette pétition, avec avis favorable, à l'Administration.

Le renvoi à l'Administration, avec avis favorable, est prononcé.

1896. P. 714 et 786. — Ordre du jour sur deux pétitions de MM. Girard et Blanc (M. Despatys, rapporteur).

M. Despatys expose que la 2^e Commission a été saisie de deux pétitions :

1^o De M. Girard, auxiliaire à la préfecture de la Seine, demandant à être nommé commis-expéditionnaire (1896 ; P. 714);

2^o De M. Blanc, auxiliaire à la préfecture de la Seine, demandant à subir l'examen d'expéditionnaire (1896 ; P. 786).

L'examen de titularisation des expéditionnaires ayant eu lieu le mois dernier, la Commission propose de prononcer l'ordre du jour sur ces deux pétitions.

L'ordre du jour est prononcé.

(A suivre.)

CONVOCATION DE COMMISSIONS

Du jeudi 25 juin 1896.

A deux heures et demie :

Commission d'admissibilité des entrepreneurs et associations ouvrières aux adjudications municipales et départementales.

ORDRE DU JOUR.

I. — Fixation de la liste de roulement des conseillers généraux appelés à remplir les fonctions d'assesseur au Tribunal de commerce pendant le mois de juillet 1896.

II. — Examen des demandes d'inscription sur la liste générale d'admissibilité.

III. — Examen des soumissions pour marchés de gré à gré.

Service de l'Assainissement :

Fourniture de wagons-vannes et de wagons à bascule nécessaires pour le curage des nouveaux collecteurs.

Évaluation, 8,000 francs.

4 soumissions cachetées.

IV. — Examen des demandes spéciales présentées en vue de l'adjudication départementale du 2 juillet 1896.

A trois heures et demie :

Commission du travail.

A quatre heures et demie :

3^e Commission du Conseil général.

Du vendredi 26 juin 1896.

A deux heures :

2^e Commission du Conseil général.

A deux heures et demie :

6^e Commission du Conseil général.

Commission mixte des omnibus et tramways.

A deux heures trois-quarts :

5^e Commission du Conseil général.

A cinq heures :

Commission des ambulances urbaines.

Communications diverses.

Emprunt municipal de 1892. — Libération définitive des titres provisoires.

AVIS.

Les porteurs de titres provisoires de l'emprunt municipal de 1892 sont informés que les libérations définitives de ces titres continuent à être reçues à la Caisse municipale (Hôtel-de-Ville), de dix heures du matin à quatre heures du soir.

Les titres intégralement libérés ont droit aux coupons semestriels de 5 francs pour les

obligations entières et de 1 fr. 25 c. pour les quarts d'obligations, depuis et y compris le 15 novembre prochain.

Établissements classés. — Avis d'enquête de commodo et incommodo.

24 juin 1896.

Le préfet de Police a reçu une demande d'autorisation d'établir une vacherie (établissement rangé dans la 3^e classe des ateliers dangereux, insalubres ou incommodes) route de Gonesse, 30, à Saint-Denis.

Toutes personnes qui auraient à présenter des moyens d'opposition contre cet établissement, ou des observations à son sujet, devront les faire connaître dans le délai de dix jours à M. le maire de Saint-Denis, chargé de procéder à une enquête de commodo et incommodo.

24 juin 1896.

Le préfet de Police a reçu une demande d'autorisation d'établir une vacherie (établissement rangé dans la 3^e classe des ateliers dangereux, insalubres ou incommodes) rue de Saint-Cloud, 44, à Boulogne-sur-Seine.

Toutes personnes qui auraient à présenter des moyens d'opposition contre cet établissement, ou des observations à son sujet, devront les faire connaître dans le délai de dix jours à M. le maire de Boulogne-sur-Seine, chargé de procéder à une enquête de commodo et incommodo.

Avis d'adjudications.

Travaux de diverses natures à exécuter pour la construction d'une école de garçons rue Sainte Isaure (18^e arrondissement).

Le samedi 25 juillet 1896, à une heure et demie après-midi, il sera procédé publiquement, dans la salle du Conseil de préfecture (palais du Tribunal de commerce), par M. le préfet de la Seine ou son délégué, assisté de deux membres du Conseil municipal, en présence du receveur municipal de la ville de Paris et de M. Bergon, architecte, à l'adjudication, au rabais, sur les prix de la série de la ville de Paris (en date du 1^{er} novembre 1882), ainsi que sur ceux établis ou visés aux cahiers des conditions particulières, et sur soumissions cachetées, de l'entreprise, en trois lots, de travaux de diverses natures à exécuter pour la construction d'une école de garçons rue Sainte-Isaure (18^e arrondissement), lesquels travaux, classés dans la 2^e catégorie (grands travaux d'architecture), sont évalués comme suit :

1^{er} lot. — Terrasse et maçonnerie : évaluation, 150,772 francs ; frais, 3,000 francs.

2^e lot. — Charpente en bois : évaluation, 15,919 francs ; frais, 400 francs.

3^e lot. — Ferronnerie et serrurerie : évaluation, 38,295 francs ; frais, 950 francs.

La déclaration prescrite par les conditions générales d'admissibilité devra être déposée, au plus tard, le 11 juillet 1896.

Les plans, devis, les cahiers des charges et les séries de prix sont déposés à l'Hôtel de Ville (bureau administratif du service municipal d'Architecture), où l'on pourra en prendre connaissance tous les jours (les dimanches et fêtes exceptés), de 11 heures à 4 heures.

Assistance publique. — Travaux de diverse nature à exécuter à l'hôpital Saint-Antoine pour la construction d'un amphithéâtre pour les cours de la clinique médicale et d'un pavillon pour le concierge.

Le samedi 4 juillet 1896, à une heure et demie de relevée, il sera procédé publiquement, au palais du Tribunal de commerce, par M. le préfet de la Seine ou son délégué, assisté de deux conseillers municipaux, à l'adjudication, au rabais et sur soumissions cachetées, en cinq lots, des travaux de diverse nature à exécuter à l'hôpital Saint-Antoine pour la construction d'un amphithéâtre pour les cours de la clinique médicale et d'un pavillon pour le concierge.

Ces travaux, évalués ensemble à 197,399 fr. 94 c., sont divisés comme suit, savoir :

Terrasse et maçonnerie, 94,508 fr. 46 c.

Charpente, 12,795 fr. 23 c.

Couverture et plomberie, 24,573 fr. 56 c.

Menuiserie, 19,682 fr. 31 c.

Serrurerie, 45,840 fr. 38 c.

S'adresser, pour prendre connaissance des cahiers des charges, devis et plans, au Secrétariat général de l'Assistance publique, avenue Victoria, 3, tous les jours non fériés, de 11 heures à 4 heures.

Demandes en autorisation de bâtir.

Du 24 juin 1896.

2^e arr. — Rue Daunou, 17-19. — Prop., M. Holztebüh. — Arch., M. Antonin Flandre, rue Thévenot, 21. — Construction de deux étages de caves sous la cour intérieure.

11^e arr. — Place de la Nation, 17. — Prop., M. Henri Cérutti, rue Pelleport, 78. — Arch., M. Louis Fagot, avenue de la République, 30. — Modifications, surélévation et constructions.

13^e arr. — Boulevard de l'Hôpital, 138. — Prop., M. F. Bonhomme, y demeurant. — Petit bâtiment pour magasins.

14^e arr. — Rue du Parc-de-Montsouris. — M. Piacentino, locataire. — Petite habitation.

16^e arr. — Avenue de Versailles, 224. — Prop., M. Hopilliard, y demeurant. — Surélévation (1 étage).

19^e arr. — Rue Meynadier, 8. — Prop., M. Liéby, rue d'Allemagne, 122 bis. — Arch., M. Elie Mignet, rue d'Allemagne, 15. — Bâtiment.

20^e arr. — Avenue Gambetta et rues Sorbier et de la Bidassoa. — Prop., M. Bioulac. — Arch., M. H. Renard, rue Lafayette, 94. — Construction.

ANNONCES.

Ét. de M^{re} DUPLAN, avoué, 74, rue Saint-Lazare. Vente au Palais de justice le 11 juillet 1896.

DOMAINE de BÉCHEVILLE près Meulan (S.-et-O.).

Contenance : 600 hectares environ.

CHATEAU, communs, parcs, eaux vives, fermes et moulins de Bécheville et de Sautour, fermes des Rouloirs et de Chapet, Gd et petit moulins de Chapet. BOIS, terres, prés, CHASSES.

Revenu brut : 34,000 fr. — Mise à prix : 800,000 fr. En plus du rev. : coupes de bois et jouiss. du château. S'adr. à M^{re} Duplan et Launay, avoués, Cotelle et Morel-d'Arleux, notaires à Paris.

TERRAIN à Paris, rue Jeanne-d'Arc, 46. Contenance, 3,211 m. M. à p., 90,000 fr. A adjudger même sur 1 enchère le 11 juillet 1896 en l'étude de M^{re} Galtier, notaire à Bourg-la-Reine.

CONTENTIEUX DU BATIMENT

Ach. BOILLEAU, avocat.

PARIS, 14, rue Coquillière, TÉLÉPHONE

La publication légale des actes de société est obligatoire, pour l'année 1896, dans l'un des dix journaux suivants : BULLETIN MUNICIPAL OFFICIEL DE LA VILLE DE PARIS ; Petites affiches ; Affiches parisiennes et départementales ; Gazette des tribunaux ; Droit ; Loi ; Gazette du palais ; Moniteur des ventes ; Courrier ; Moniteur officiel du commerce.

PRÉFECTURE DE POLICE

Marché aux bestiaux de La Villette.

Cours de la journée du 22 juin 1896. (Publié à titre de renseignement.)

Espèces.	Prix	
	maximum.	minimum.
	le kil.	le kil.
Bœufs.....	1 60	1 24
Vaches.....	1 56	1 22
Taureaux.....	1 30	1 »
Veaux.....	1 84	1 10
Moutons.....	2 06	1 60
Boucs et chèvres.....	» »	» »
Porcs.....	1 12	0 90

Marché aux chevaux.

Cours de la journée du 20 juin 1896. (Publié à titre de renseignement.)

Espèces.	Prix	
	maximum.	minimum.
	l'unité.	l'unité.
Chevaux de trait.....	1.200 »	750 »
Chevaux de cabriolet..	1.100 »	800 »
Chevaux hors d'âge..	600 »	180 »

COURS OFFICIEL DES OBLIGATIONS DE LA VILLE DE PARIS

Du 24 juin 1896.

	Cours précédent.	Cours du jour.
1855-1860 3/4....	640 »	640 » 637 »
1865 4/4....	582 »	580 » 580 50
1869 3/4....	438 »	438 » 438 75
1871 3/4....	427 »	425 » 426 »
1871 quarts 3/4.	112 »	112 »
1875 4/4....	583 25	583 25 583 » 583 25
1876 4/4....	583 50	583 25 583 » 583 25
1886 3/4....	418 »	417 50
1886 quarts 3/4.	105 »	105 »
1892 2 1/2 %....	386 »	387 »
1892 q. 2 1/2 %.	97 50	98 50
1892 un. t. payé.	388 »	389 » 388 50
1892 q. t. payé.	98 25	98 25 98 50

Le gérant, ALBERT RUPPRECHT.

759. — Imprimerie municipale, Hôtel de Ville. — 1896.